

Journal d'Afrique Centrale - R.D.C.
du 16 au 29 Février 2016
n°286



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Mardi 16 février

RDC: aucune manifestation de la majorité mardi à Kinshasa. La majorité politique ne manifestera finalement pas ce mardi 16 février à Kinshasa comme elle l'avait annoncé en décembre, a appris l'AFP lundi auprès du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), le parti présidentiel. «L'hôtel de ville de Kinshasa nous a refusé l'autorisation ; la marche (...) n'aura pas lieu», a déclaré à la même source Henri Mova Sakanyi, secrétaire général du PPRD.

RDC: l'abbé Mpundu regrette la récupération politique de la date du 16 février. L'abbé José Mpundu, l'un des initiateurs de la marche des chrétiens du 16 février 1992 regrette la récupération politique de cette journée à des fins « égoïstes ». Le 16 février 1992, des chrétiens avaient marché pour réclamer la réouverture de la conférence nationale souveraine. La manifestation avait été réprimée dans le sang par le régime Mobutu. Pour commémorer cette journée, l'Eglise catholique a annoncé à la fin de l'année dernière une nouvelle marche des chrétiens pour le 16 février 2016. Finalement, elle a renoncé à cette manifestation. Des partis d'opposition qui avaient aussi appelé à manifester ce 16 février 2016 à la suite de l'Eglise catholique ont finalement appelé à une journée ville morte. Même la majorité qui envisageait d'organiser une marche a finalement changé d'avis. L'abbé José Mpundu regrette que cette journée du 16 février 2016 ait donné lieu à des tiraillements.

RDC: Laurent Batumona appelle la communauté internationale à financer les élections. Le parti de l'opposition Mouvement de solidarité pour le changement (MSC) exhorte la communauté internationale à financer les élections en RDC comme en 2006. Son président, le député Laurent Batumona a estimé lundi 15 février à Kinshasa que si le gouvernement n'avait pas d'argent pour organiser seul les prochaines élections, la communauté internationale devait mettre la main à la poche. Par ailleurs, M. Batumona a affirmé que la révision du fichier électoral devait se faire dans un délai court. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a annoncé que cette révision du fichier électoral était un préalable à l'organisation des prochaines élections. Le président du Mouvement de solidarité pour le changement souhaite que des experts extérieurs à la Ceni prennent part au processus de révision du fichier électoral.

Ex-Katanga: le plan humanitaire 2016 chiffré à 151 millions USD. Chiffré à 151 millions de dollars américains, le plan humanitaires 2016 pour l'ex-Katanga a été lancé lundi 15 février à Lubumbashi, en présence du commissaire spécial du Haut-Katanga. L'année dernière, le plan humanitaire était chiffré à 129 millions de dollars américains dans l'ex-Katanga. Seuls 40 millions avaient été alloués aux besoins humanitaires. L'année passée, cette province a notamment fait face à la rougeole. La maladie avait fait 450 morts parmi les 40 000 malades recensés.

Douze détenteurs illégaux d'armes arrêtés à Uvira. L'armée a présenté à la presse lundi 15 février à Uvira douze civils présumés détenteurs illégaux d'armes. Des armes ont été découvertes dans leurs domiciles à Uvira et Fizi au Sud-Kivu.

RFI n'émet pas à Kinshasa. Radio France internationale n'émet pas à Kinshasa depuis ce mardi 16 février dans la matinée. Interrogé par Radio Okapi, le ministre des Médias, Lambert Mende, dit ne pas savoir s'il s'agit d'une

coupure de signal par l'autorité publique ou d'une panne technique. Sur son compte Twitter, la correspondante de RFI en RDC, Sonia Rolley, indique que le signal a été coupé par le gouvernement provincial de Kinshasa.

Kinshasa: la police accusée d'avoir arrêté des jeunes. La police nationale est accusée d'avoir arrêté dans la nuit de lundi au mardi 16 février des jeunes garçons dans certains quartiers des communes de N'djili et Masina à Kinshasa. Des témoins rapportent que des policiers ont arrêté ces jeunes dans leurs domiciles alors qu'ils dormaient. Il dit redouter que des jeunes arrêtés soient présentés le soir à la télévision comme ayant perturbé l'ordre pendant la journée la ville. La même source indique qu'aucune explication ne lui a été donnée au sujet de cette arrestation. D'autres sources confirment ces arrestations qui auraient été réalisées dans la nuit. Ces arrestations interviennent le jour même l'opposition a décrété une journée ville-morte dans le pays pour appeler les autorités à la tenue des élections dans le délai.

La Monusco électrifie 11 localités au Nord-Kivu. La Monusco a électrifié onze localités du Nord-Kivu grâce au projet «Électrification solaire», lancé depuis juin 2015. Parmi les villages bénéficiaires de ce projet, cinq sont dans le territoire de Walikale, quatre à Rutshuru et deux à Masisi. La chargée de planification à la Monusco, Thérèse Wagner, a assuré que ce projet permettra aux habitants de ces territoires d'être en sécurité et d'améliorer leurs conditions de vie.

RDC: la communauté internationale appelle au dialogue pour des élections «dans le cadre de la constitution». L'Union africaine (UA), les Nations unies (NU), l'Union européenne (UE) et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ont appelé mardi 16 février 2016 dans un communiqué conjoint les acteurs politiques congolais politiques congolais de ne ménager aucun effort, dans le cadre de la Constitution de leur pays, pour assurer la tenue réussie des élections, préserver la paix et approfondir la démocratie, y compris à travers un processus politique. La RDC doit organiser une série de scrutins qui doit culminer par les législatives et la présidentielle couplées prévues en novembre 2016, mais le processus électoral traine à être lancé à cause des contraintes techniques et financières, selon la Commission électorale nationale indépendante (Ceni); alors que des partenaires extérieurs de la RDC évoquent surtout des contraintes politiques.

Kinshasa: début du procès Germain Katanga et Cie. Le procès de Germain Katanga, Floribert Ndjabu, Pitshou Iribi, Goda Sukpa et consorts s'est ouvert mardi 16 février devant la Haute Cour militaire. L'auditeur général des FARDC les poursuit pour des infractions commises entre 2002 et 2006 en Ituri notamment crime de guerre, crime contre l'humanité et mouvement insurrectionnel. La Haute Cour a pris l'affaire en délibéré pour statuer sur la récusation d'un des juges de la composition. A l'audience publique de ce mardi, la Haute Cour a examiné la requête du prévenu Floribert Ndjabu, qui a refusé d'être jugé par le général-major Bivegete Pinga. Le prévenu l'a récusé pour une inimitié liée à la belligérance à l'époque des rapports de force entre le FNI (Front des nationalistes intégrationnistes), ex-groupe armé reconverti en parti politique membre de la Majorité présidentielle, et l'ancien mouvement rebelle du RCD dans le Nord-Kivu dont faisait partie le général récusé. Pour le récusé, il s'agit d'une démarche dilatoire. Mais selon l'auditeur général, il n'existe pas une quelconque inimitié entre les personnes. Par conséquent, il a requis le rejet pur et simple de cette requête. Condamné par la Cour pénale internationale (CPI), Germain Katanga a déjà purgé sa peine depuis le 18 janvier à la prison centrale de Makala. Il comparait en violation de l'accord conclu entre la RDC et la CPI, alors qu'il devait se retrouver en liberté à cette date, a fait remarquer son avocat.

Ville-morte en RDC: Eve Bazaiba et Lambert Mende dressent un bilan contrasté. L'opposition politique, qui a appelé à cette ville-morte en RDC mardi 16 février, estime que le bilan de cette opération est positif. La population a largement répondu à l'appel, malgré les pressions du pouvoir en place, a affirmé Eve Bazaiba, secrétaire générale du Mouvement de libération du Congo (MLC). Pour sa part, la Majorité présidentielle parle d'un "échec cinglant". Le porte-parole du Gouvernement, Lambert Mende, félicite la population qui, selon lui, n'a pas répondu à cet appel. Eve Bazaiba note que le mot d'ordre de la ville-morte a été suivi partout à travers le pays, mais à différentes proportions à cause des pressions exercées par les autorités sur la population: A travers cette opération, la secrétaire générale du MLC espère que le chef de l'Etat Joseph Kabila a compris le message du peuple congolais, qui veut "l'alternance politique" et l'organisation des élections dans les meilleurs délais. Par contre, Lambert Mende résume que "l'apocalypse annoncé" par les opposants n'a pas eu.

Mercredi 17 février.

La frontière entre la RDC et le Rwanda désormais ouverte 24h/24. La frontière entre la ville de Goma et le Rwanda est de nouveau rouverte 24 heures sur 24, sur décision du président de la République, annoncée mardi 16 février par le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku. Selon lui, la décision a été prise en guise de remerciements aux populations du Nord-Kivu qui ont soutenu les Léopards lors du Championnat d'Afrique des Nations qui a eu lieu au Rwanda.

Nord-Kivu: 5 millions de personnes seront vaccinées contre la méningite. Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) va lancer le 23 février prochain une campagne de vaccination contre la méningite en faveur d'environ cinq millions de personnes au Nord-Kivu. Le représentant de cette agence de l'ONU dans la province l'a annoncé lundi 15 février dernier au cours d'un café de presse organisé à Goma.

Un entrepôt de conservation des vaccins en construction à Kinshasa. Le Premier ministre Augustin Matata Ponyo a lancé mardi 17 février les travaux de construction d'un entrepôt de conservation des vaccins et intrants de santé à Kinkole dans la périphérie Est de la ville de Kinshasa. Cet ouvrage s'inscrit dans le cadre d'un partenariat stratégique entre Kinshasa, Gavi Alliance et l'Unicef, indiquent des sources proches du gouvernement congolais.

Les autorités du Sud-Kivu et la Monusco évaluent les projets de stabilisation à Kalehe. Une mission conjointe constituée des représentants du gouvernement provincial du Sud-Kivu et de la Monusco évalue depuis le lundi 15 février les projets de stabilisation à Kalehe. Dans ce cadre de ce projet, trois bâtiments administratifs de six bureaux chacun ont été construits à Minova, Ziralo et Nundi, pour une valeur de 250 000 dollars américains. Ces projets sont pris en charge par le PNUD, l'UN-Habitat et l'Organisation internationale des migrations (OIM).

Ville morte en RDC: l'Onu recense 12 arrestations. Douze arrestations et plusieurs cas d'intimidation ont été enregistrés mardi 16 février à Kinshasa au cours de cette journée décrétée « ville morte » par l'opposition. Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH), qui révèle ce chiffre ce mercredi, indique que des membres de l'opposition et de la société civile ont fait l'objet de répressions. Le directeur du BCNUDH, José Maria Aranaz, affirme : « On a constaté une répression et une intimidation très forte avant la journée d'hier contre les représentants de la société civile et les membres de l'opposition qui essayaient de faire la mobilisation de la population. Il y a eu des arrestations des membres de la société civile et de l'opposition même au niveau des membres du Parlement comme Martin Fayulu », a-t-il déclaré. José Maria Aranaz indique également que le gouvernement a menacé de sanctionner ceux qui participaient à la mobilisation pour la journée « ville morte ».

Kinshasa : un regroupement politique demande à Joseph Kabila de surseoir l'élection des gouverneurs. La Nouvelle classe politique et sociale (NCPS)/Opposition nationaliste, un regroupement politique des opposants qui soutiennent la tenue du dialogue politique, demande au président Joseph Kabila de surseoir à l'élection des gouverneurs et vice-gouverneurs de nouvelles provinces programmé par la CENI le 26 mars prochain. Pour cette plateforme de l'opposition, les députés provinciaux étant illégitimes, ils ne peuvent nullement élire des gouverneurs. Sinon, soutient son porte-parole dans un point de presse tenue mardi 16 février à Kinshasa, il s'agirait de la tricherie de la Majorité présidentielle.

Vingt-quatre pêcheurs ougandais arrêtés en Ituri. Vingt-quatre pêcheurs ougandais ont été arrêtés mardi 16 février à Kasenyi, dans le territoire d'Irumu en Ituri, par le service de pêche sur le lac Albert. Selon le sous-officier de pêche d'Irumu, Wilson Nduru, ces pêcheurs ougandais qui naviguaient à bord de huit pirogues motorisées ont franchi la frontière sans autorisation. Ils auraient également utilisé des moustiquaires comme filets de pêche. Une pratique interdite en RDC.

Nord-Kivu: le Front citoyen exige la libération de ses membres. Le bureau de la coordination provinciale du Front citoyen 2016 réclame la libération de ses militants arrêtés mardi 16 février par la police à Goma au Nord-Kivu. Ces militants ont été arrêtés pendant que l'opposition avait appelé à un appel à une journée « ville morte » en RDC pour exiger la tenue des élections dans le délai constitutionnel.

Goma: 6 personnes arrêtées à la suite de la ville-morte, selon Lucha. Le mouvement pro-démocratie Lucha a signalé l'arrestation de 6 personnes à Goma mardi 16 février, déclaré journée ville morte par l'opposition. Il s'agirait pour la plupart d'étudiants, de membres ou de sympathisants de cette organisation citoyenne. Des chiffres confirmés par le Commissaire divisionnaire adjoint de la Police nationale congolaise, le Général Awashango Vital. Ce dernier souligne toutefois que les personnes arrêtées ne sont pas des membres de la Lucha, mais des citoyens qui auraient tenté de troubler l'ordre public.

Fraude minière: 60 tonnes de cassitérite et de coltan saisies au Sud-Kivu. La cellule technique chargée des opérations de terrain de la commission nationale de lutte contre la fraude minière au Sud-Kivu, Kayonga Abbas, a saisi 60 tonnes de cassitérite, de coltan et d'olfram en 2015. Elle a remis ces minerais à la police des mines. Leurs propriétaires ont versé au trésor public une somme de 33 380 dollars pour récupérer leur colis.

RDC: la hausse du prix de l'ivoire expose les éléphants et les gardes de parc. La hausse du prix de l'ivoire au niveau international expose les éléphants de la RDC et la vie des gardes de parc, estiment les défenseurs de l'environnement. Selon eux, les trafiquants des pays asiatiques, qui travaillent avec des braconniers des réseaux africains, vont faire pression pour obtenir des fournisseurs plus d'ivoires.

Le Nonce apostolique et le chef de la Monusco en tournée au Nord-Kivu. L'ambassadeur du Vatican en RDC, Mgr Luis Mariano Montemayor, et le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en RDC, Maman Sambo Sidikou, séjournent depuis mercredi 17 février à Goma au Nord-Kivu. A sa descente d'avion en fin de la matinée, le Nonce apostolique a déclaré aux médias être venu compatir avec les populations du Nord-Kivu, qui vivent une insécurité permanente et se rendre compte du travail de la Monusco sur le terrain. Le Nonce apostolique a indiqué que le Pape François tenait à la présence de la mission onusienne dans l'Est de la RDC.

Ville-morte: Kyungu wa Kumwanza dénonce les intimidations des autorités. Les membres du G7 au Haut-Katanga se disent satisfaits de la participation active de la population de cette province à la journée ville-morte décrétée le mardi 16 février 2015 sur toute l'étendue de la RDC par une frange de l'opposition. S'exprimant ce mercredi devant la presse à Lubumbashi, le coordonnateur interprovincial de cette plateforme politique, Gabriel Kyungu wa Kumwanza, dénonce les intimidations et autres sévices dont auraient été victimes certains habitants de cette ville qui voulaient exprimer en toute liberté leurs opinions.

Jeudi 18 février.

Face aux braconniers, la survie du parc de la Garamba, en RDC, tient du miracle permanent. Avec l'insécurité chronique, les conflits régionaux, un terrain difficile et l'isolement, la préservation du parc national de la Garamba, dans le nord-est de la République démocratique du Congo, représente un défi immense, peut-être plus que nulle part ailleurs sur le continent africain. La région est au confluent de nombreux conflits: au nord, le Soudan du Sud a plongé dans la guerre civile en 2013; la Centrafrique voisine connaît depuis presque trois ans des violences inter-communautaires; et l'est de la RDC reste gangrené par les groupes armés. L'enjeu est simple: il y a quarante ans, le parc abritait près de 500 rhinocéros blancs du Nord, 23.000 éléphants et 350 girafes. Aujourd'hui, les rhinocéros ont disparu et il reste moins de 1.500 éléphants et seulement 38 girafes.

Uvira: le porte-parole de l'UNC a été libéré. Arrêté mardi 16 février et détenu au cachot des services de sécurité à Uvira, le porte-parole de l'Union pour la nation congolaise (UNC), François Yuma Kaziga, a été libéré mercredi. Selon des sources locales, François Yuma qui est également un défenseur judiciaire avait été arrêté à Uvira. Les services de sécurité le soupçonnaient d'être l'un des planificateurs de la journée ville morte organisée mardi 16 février dans cette cité.

Sud-Kivu: près de 1 000 déplacés réclament de l'aide à Minova. Installés depuis environ trois ans à Minova (Sud-Kivu), près de mille déplacés vivant se plaignent de passer certains jours sans manger. Ils réclament également des soins médicaux. Ces personnes viennent des localités de Ziralo, Masisi, Rusthuru et Lumbishi, où ils ont fui la guerre du M23 ainsi que des affrontements entre miliciens et rebelles FDLR.

Kinshasa: la SNEL annonce une amélioration de la desserte en électricité. Le directeur général de la Société nationale d'électricité (SNEL), Éric Mbala, a affirmé mercredi 17 février que la desserte de l'électricité à Kinshasa pourrait s'améliorer d'ici la fin du mois de février.

La prison de Beni est surpeuplée. Des centaines de détenus de la prison de Beni au Nord-Kivu vivent dans des conditions difficiles. D'une capacité d'accueil de 150 personnes, cette maison carcérale compte actuellement 656 détenus. Les détenus rencontrés à l'intérieur de cette maison carcérale disent passer nuit à même le sol.

Shabunda: deux miliciens Raïa Mutomboki tués par l'armée. En territoire de Shabunda, deux hommes de la milice armée Raïa Mutomboki (du groupe Kazimoto) sont morts mercredi 17 février à Ntuku lors d'une embuscade tendue par des militaires du premier bataillon du 3309e régiment de l'armée congolaise.

Le Burundi et la RDC demandent à l'ONU de rappeler à l'ordre le Rwanda. Le Burundi et la RDC ont demandé au Conseil de sécurité des Nations unies de rappeler à l'ordre le Rwanda, accusé de recruter des réfugiés burundais pour déstabiliser Bujumbura, dans des lettres rendues publiques mercredi 17 février.

Lubumbashi: les magasins restés fermés le 16 février à la Kenya ont été scellés. Les autorités de la commune de la Kenya dans la ville de Lubumbashi ont scellé mercredi 17 février les magasins qui n'ont pas ouvert et ceux qui ont ouvert en retard le 16 février, décrété journée ville morte par l'opposition. Le bourgmestre de cette commune indique que si les propriétaires de ces commerces ne paient pas une amende de 500 dollars américains, leurs magasins resteront fermés pendant un mois. L'avocat de ces commerçants condamne cette décision.

Bukavu: une ONG réclame des élections dans le délai constitutionnel. Le Mouvement réveil des indignés (MRI) réclame la tenue des élections dans le délai constitutionnel. Cette ONG l'a fait savoir jeudi 18 février au

cours d'une manifestation organisée à Bukavu (Sud-Kivu) à l'occasion du dixième anniversaire de l'actuelle constitution de la RDC. Les personnes qui ont pris part à cette manifestation à la Place Majot Vangu ont sifflé, tapé sur des tambours, klaxonné pour appeler au respect de la constitution en vigueur.

Sud-Kivu: 100 cas de choléra enregistré à Uvira, 2 morts. Plus de cent nouveaux cas de choléra, dont deux décès, ont été enregistrés dans la zone de santé d'Uvira (Sud-Kivu) depuis le mois de janvier dernier.

Tanganyika: une attaque armée fait 4 blessés à Kimomo. Quatre bandits armés de fusils ont attaqué mercredi 17 février la localité de Kimomo, essentiellement habitée par des pêcheurs. Ils ont arraché aux habitants de l'argent, des téléphones portables ainsi que d'autres objets de valeur. Quatre personnes ont été blessées au cours de cette attaque.

Tshopo: des passants obligés de payer des «taxes» sur la route Kisangani-Opala. Les usagers de la route Kisangani-Opala se plaignent de devoir payer de l'argent aux services de l'administration ainsi qu'à des policiers et militaires sur la route Kisangani-Opala où auraient été érigées une dizaine des barrières.

Un forum pour consolider la paix dans l'ex-Katanga. Le Cadre de concertation provinciale de la société civile organise depuis le mercredi 17 février à Lubumbashi un forum sur la consolidation de la paix et la cohésion entre les quatre provinces issues de l'ex-Katanga. Selon ses organisateurs, cette rencontre vise également la promotion du dialogue permanent entre les habitants de ces nouvelles provinces.

Sud-Ubangi: la société Milona envoie la moitié de ses travailleurs en congé technique. La société agro-industrielle Milona/Gwaka (située à 95 km de Gemena dans la province du Sud-Ubangi) a envoyé en congé technique 822 travailleurs [issus de la filière hévéa] sur les 1600 que compte l'entreprise. Selon la direction de Milona, cette décision est consécutive à la chute des cours du caoutchouc sur le marché international. Depuis 2008, indiquent les responsables de la société, la tonne du caoutchouc est passée de 300 à 180 dollars. Milona estime que les travailleurs de la filière hévéa constituent une lourde charge. Cette mise en congé technique à durée indéterminée concerne essentiellement les travailleurs de la filière hévéa des plantations Milona/Gwaka.

RDC: un colloque international sur les 10 ans de la constitution. La constitution en vigueur en RDC a totalisé dix ans jeudi 18 février depuis sa promulgation par le chef de l'Etat Joseph Kabila. A cette occasion, l'Institut pour la démocratie, la gouvernance, la paix et le développement (IDGPA) organise à Kinshasa un colloque international, axé sur le thème: «La Constitution du 18 février 2006: bilan, défis et perspectives de consolidation démocratique». Pendant trois jours, de nombreux scientifiques étrangers et congolais débattent sur les idées du constitutionnalisme, des faiblesses et des points forts de la constitution congolaise.

Likasi: une entreprise chinoise accusée de polluer les champs. Une trentaine de cultivateurs accusent l'entreprise minière Chinoise Kaïpeng, implantée au quartier Kakontwe de Likasi sur la route Likasi-Kambove d'avoir pollué leurs champs avec des acides de minerais. Les sources locales indiquent que l'incident s'est produit mercredi 17 février, lorsque le bassin de retenue des rejets liquides des minerais a cédé, et les acides se sont mélangés avec l'eau de la rivière; avant de se déverser dans les champs des cultivateurs. Les agriculteurs réclament un dédommagement.

Goma: début du procès de 6 militants de la Lucha. Le procès en flagrance des six militants du mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha), arrêtés la nuit du 15 au 16 février, a débuté 18 février devant le tribunal de grande instance de Goma. Cette juridiction a fait droit à la requête du collectif de la défense, exigeant la comparution des policiers ayant exécuté l'arrestation des prévenus sans mandat de perquisition. Par ailleurs, le tribunal a ordonné en même temps la détention préventive de ces jeunes, poursuivis notamment pour tentative de soulèvement populaire. Parmi les griefs retenus à charge des prévenus, figurent également l'incitation à la haine tribale, l'association des malfaiteurs et la désobéissance civile.

Vendredi 19 février.

Corneille Nangaa explique aux acteurs politiques les difficultés du processus électoral. Le président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), Corneille Nangaa a expliqué jeudi à Kinshasa à un groupe d'acteurs politiques les contraintes qui rendent impossible l'organisation des élections dans le délai. Son intervention était axée sur la révision du fichier électoral qui pourrait prendre au minimum seize mois, selon lui, et les élections des gouverneurs de nouvelles provinces. Il estime que le processus électoral est sur un chemin critique et qu'il s'avère impossible d'organiser des élections crédibles dans le délai constitutionnel.

Attaque d'Eringeti : la justice militaire disculpe le commandant du 312e Bataillon accusé de négligence. L'auditorat militaire de garnison de Beni-Butembo vient d'acquitter le commandant du 312e Bataillon des forces armées de la RDC (FARDC) dans l'enquête sur l'attaque, il y a environ trois mois, de la localité d'Eringeti par

des présumés rebelles ougandais des ADF qui avait fait 24 morts. Le commandant du 312e Bataillon des FARDC basées à Eringeti au Nord-Kivu, le major Ngazole Tipi dit « Ziro Ziro », était poursuivi par la justice militaire du Nord-Kivu pour négligence dans la protection des civils et de la localité d'Eringeti lors de cette attaque rebelle. Dans leurs conclusions, les enquêteurs ont souligné le fait que tous les témoins à charge interrogés dans le cadre de cette information judiciaire ont affirmé avoir prévenu les FARDC de l'imminence de l'attaque d'Eringeti par les ADF. Ils ont ensuite proposé aux FARDC 4 personnes pour pister et localiser les ADF cantonnés en brousse avant cette attaque d'Eringeti. Et selon ces témoins, les rebelles ougandais auraient été localisés mais pas attaqués. Les enquêteurs indiquent également dans leur rapport que le major Ngazole Tipi a effectivement déployé autour de la localité d'Eringeti des militaires avant cette attaque rebelle. Cependant, aucun témoin n'a pu identifier les militaires à qui ils ont transmis leur message d'alerte, souligne le rapport des enquêteurs. D'où, la difficulté pour les juges d'inculper le prévenu.

Présidentielle-RDC: «Ce scrutin reste faisable dans le délai constitutionnel», estime Freddy Matungulu. Le président du parti de l'opposition «Congo na Biso», Freddy Matungulu Ilankir croit que l'élection présidentielle, prévue pour novembre prochain, peut se tenir dans le délai constitutionnel. Dans une interview accordée jeudi 18 février à Radio Okapi, l'ancien ministre des Finances estime que la Ceni devait se pencher plutôt sur les préparatifs de la présidentielle au lieu de «perdre le temps avec l'organisation des élections des gouverneurs et vice-gouverneurs des provinces».

Election des gouverneurs: 24 candidatures dans l'ex-Equateur. La Ceni a enregistré vingt-quatre candidatures pour l'élection des gouverneurs, à 24 heures de la clôture de l'opération de réception et d'enregistrement, dans les provinces issues de l'ex-Equateur. Ces candidatures avaient toutes été reçues en aout dernier avant le report de ce scrutin.

Kasaï-Oriental: le CSAC appelle les medias à plus de responsabilités. Au Kasaï Oriental, le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC) appelle les journalistes à plus de responsabilité au cours de cette période pré-électorale. Il a recommandé aux journalistes d'éviter les délits de presse et de passer au crible les messages des intervenants dans les medias.

RDC : les Etats-Unis appellent le gouvernement « à respecter les libertés consacrées dans sa propre Constitution » Les Etats unis ont appelé jeudi dans un communiqué du département d'état le gouvernement de la RDC à respecter les libertés consacrées dans sa propre Constitution, qui a été promulguée il y a 10 ans. Ils appellent aussi la RDC à honorer ses obligations en matière de droits de l'homme internationaux et à « libérer immédiatement toutes les personnes détenues ou, à tout le moins, leur accorder les protections et les garanties de procès équitable auxquelles elles ont droit ». Le gouvernement américain se dit préoccupé par le harcèlement et la détention d'activistes pacifiques et des leaders de l'opposition au Congo-Kinshasa, y compris les personnes détenues dans le cadre de la journée ville morte de mardi 16 février.

Lubumbashi : les magasins scellés à la Kenya ont rouvert leurs portes. Une dizaine de magasins qui avaient été scellés le 17 février par les autorités de la commune de la Kenya dans la ville de Lubumbashi ont rouvert vendredi 18 février. Leurs propriétaires n'avaient pas ouvert ou avaient ouvert en retard le 16 février, décrété journée ville morte par l'opposition, suscitant la colère du bourgmestre de la commune de la Kenya, Djenna Maloba.

Kisangani : la Fondation Bralima finance les travaux de construction d'un centre de santé. Le commissaire spécial de la Tshopo, Jean Ilongo Tokole a lancé jeudi 18 février à Kisangani, les travaux de construction d'un centre de santé et maternité à Simi Simi, à six Kilomètres du centre-ville. Ce projet financé par la Fondation Bralima à hauteur de 110 000 mille dollars américains est une initiative des religieuses catholiques de la Congrégation de la sainte famille «Jamaa Mtakatifu».

Nord-Kivu: le nonce apostolique encourage les autorités à améliorer les conditions carcérales. Le nonce apostolique, Mgr Luis Mariano Montemayor déplore les conditions carcérales dans huit prisons du Nord-Kivu. En séjour à Goma il a visité jeudi 18 février, la prison Munzenze. « J'invite tous les partenaires, les institutions publiques de faire tout le possible pour améliorer les conditions de cette prison et toutes les autres », a-t-il déclaré.

RDC : à Gemena, des militaires vivants répertoriés comme morts. Des centaines des militaires passifs proposés à la retraite se plaignent d'avoir reçu, de la commission de contrôle des effectifs militaires des éléments du 201e Régiment à Gemena (Sud-Ubangi), des cartes mentionnant qu'ils sont décédés, alors qu'ils sont bien vivants. Ces anciens militaires étaient issus de la Force Publique, des ex-Gendarmes katangais et des ex-Forces armées zaïroises(FAZ).

Samedi 20 février.

RDC: le Front citoyen demande à la Ceni de «cesser de jouer le jeu du pouvoir». Le Front citoyen 2016 demande au président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), Corneille Nangaa, de « cesser de jouer le jeu du pouvoir ». Dans une déclaration rendue publique vendredi 19 février à Kinshasa, ce regroupement qui réclame l'organisation des élections dans les délais constitutionnels dénonce également la « complicité avérée » de la Ceni ainsi que « son entêtement à contribuer à la mise en œuvre de la stratégie scandaleuse du glissement du mandat du chef de l'Etat ». Il se dit d'étonner que la Ceni « en violation de la constitution » parle de 17 mois pour la révision du fichier électoral.

Le nonce apostolique et le chef de la Monusco visitent des déplacés à Kitshanga. En séjour au Nord-Kivu depuis trois jours, le nonce apostolique, Mgr Luis Mariano Montemayor, et le chef de la Monusco Maman Sidikou, ont visité vendredi 19 février le camp des déplacés de Mungote à Kitshanga. Après la visite, le chef de bureau de la Monusco à Goma, Daniel Ruiz, a déclaré que l'Eglise, la Monusco et l'Etat se sont engagés à travailler ensemble pour venir en aide aux déplacés.

Procès Germain Katanga: le ministère public et la défense en désaccord. Germain Katanga a comparu vendredi 19 février dans une audience publique à la Haute Cour militaire à Kinshasa. Il est poursuivi par l'auditeur général pour le massacre de Bogoro et le meurtre de neuf casques bleus de la Monusco en Ituri. Au cours de cette audience à laquelle ont également comparu ses six coaccusés, le ministère public et la défense ont exposé leur désaccord au sujet de la tenue de ce procès. L'avocat de M. Katanga estime que son client ne doit pas être jugé pour cette affaire. Pour lui, ce procès viole l'article 108 du Statut de Rome et l'article 6 d'un accord signé par la RDC et la CPI l'année passée. Ces articles disposent que Germain Katanga ne peut pas être poursuivi ou condamné pour une infraction antérieure à son transfèrement en RDC, à moins que la CPI n'ait approuvé ces poursuites à la demande de la RDC. L'ancien chef milicien a été transféré à Kinshasa en décembre dernier. De son côté, le ministère public a transmis, au cours de l'audience, aux juges une correspondance administrative du ministre congolais de la Justice qui invite la présidence de la CPI à respecter la souveraineté de la RDC en cette matière. La Haute Cour militaire va devoir statuer sur ces exceptions avant de délibérer.

Goma: les militants de Lucha ne seront pas jugés en flagrance. Les six militants de Lucha interpellés dans la nuit du 15 au 16 février à Goma ne seront pas jugés en flagrance. La requalification de ce procès a été annoncée par le président du tribunal de grande instance de Goma au cours de l'audience du 19 février. Pour le tribunal, l'infraction pour laquelle ces prévenus sont poursuivis a été commise dans la clandestinité, les militants ayant été interpellés la nuit dans un domicile. Le tribunal voulait donc connaître les officiers de police judiciaire qui ont ordonné l'arrestation des militants. Un seul a comparu : le major Mbatu Mulo. Le président de la séance a annoncé que la prochaine audience se tiendra le lundi 22 février prochain.

Bandundu: la police accusée d'avoir dispersé des militants partis accueillir Martin Fayulu à l'aéroport. Le parti de Martin Fayulu (Ecidé) accuse la police d'avoir dispersé une centaine de ses militants partis accueillir son président à l'aéroport de Bandundu-ville où l'opposant devait arriver ce samedi 20 février.

Ituri: des médicaments vendus « comme des arachides ». L'Association des tenanciers des pharmacies (ATP) de l'Ituri se plaint des conditions de vente des médicaments dans cette province. Elle estime que les produits pharmaceutiques sont vendus de manière « désordonnée » sans le respect des normes. Les médicaments circulent et se vendent en Ituri comme des produits vulgaires.

Examens d'Etat 2015 : le ministère du Budget renvoie les correcteurs non payés à l'EPSP. Le ministère du Budget renvoie les correcteurs d'Examen d'Etat 2015 non payés à celui de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP). Cette réponse est contenue dans une correspondance du cabinet du ministre Michel Bongongo dont une copie est parvenue samedi 20 février à Radio Okapi. Une centaine d'opérateurs informaticiens et autres intervenants dans la correction des épreuves de l'Examen d'Etat pour l'édition 2015 continuent à réclamer leur prime, plus de quatre mois après la publication des résultats.

Processus électoral : « La Ceni répond valablement à ses obligations », estime la MP. La coordination provinciale de la Majorité présidentielle (MP) de la Tshopo affirme que la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) répond « valablement à ses obligations » concernant le processus électoral en République démocratique du Congo. Selon lui, l'effort de la Ceni vise à organiser des bonnes élections apaisées et cette institution doit plutôt être félicitée. Pour le vice-président de la Ceni, Norbert Basengezi Kantitima, l'effort actuel est de constituer l'électorat pour l'organisation des élections.

RDC : des chercheurs relèvent les forces et faiblesses de la constitution, 10 ans après sa promulgation Des chercheurs nationaux et internationaux ont relevé les forces et faiblesses de la Constitution de la RDC, 10 ans après sa promulgation. Réunis du vendredi au samedi 20 février à Kinshasa dans un colloque international, ils ont épinglé des diverses tentatives de la révision de la loi fondamentale comme principale faiblesse. Ils ont aussi noté comme faiblesses, le non-respect des droits et libertés fondamentaux des citoyens. Ils ont fustigé

l'intolérance politique, la politique de deux poids deux mesures quand il s'agit d'autoriser aux partis politiques la tenue des manifestations publiques. Sur le plan positif, ils ont noté la durée de la Constitution qui totalise à ce jour 10 ans. Les constitutionnalistes présents à ce colloque ont recommandé le respect de la loi fondamentale du pays et la tolérance politique, le respect des délais constitutionnels par l'organisation démocratique des élections ainsi que l'appropriation de la Constitution par la population. Ils ont invité la Cour constitutionnelle à jouer son rôle de protectrice de la Constitution qui ne doit pas être considérée comme un chiffon. A la Commission électorale nationale indépendante, le colloque a recommandé de privilégier, pour cette année, les élections qu'il appelle prioritaires et constitutionnelles notamment les législatives et la présidentielle afin de faire éviter au pays la crise de légitimité.

Mambasa : près de 1 500 familles des déplacés vivent sans assistance. Près de mille cinq cent familles de déplacés de guerre vivent sans assistance depuis la fin de l'année 2015 en territoire de Mambasa. Certains se trouvent à Njiapanda-Bella et d'autres vivent à Biakato dans la chefferie de Babila Babombi. L'Administrateur de Mambasa, Alfred Bongwalanga, a déclaré, samedi 20 février à Radio Okapi, qu'il a demandé, sans succès, aux humanitaires et à sa hiérarchie d'assister ces sinistrés. A en croire des sources locales, ces personnes ont fui les massacres des ADF. Selon le président de leur comité Hangi Theophile, 567 familles se trouvent à Njiapanda-Bella, tandis que 931 autres familles se trouvent à Biakato.

Dimanche 21 février.

Election des gouverneurs: 6 candidatures enregistrées à la Tshopo. A la Tshopo, la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a enregistré six candidatures pour le compte de l'élection des gouverneurs et vice-gouverneurs. **En Ituri**, une seule candidature a été enregistrée. C'est celle du candidat de la Majorité présidentielle, Jefferson Abdallah Penembaka. Il est l'actuel commissaire spécial de ladite province. Depuis la reprise des opérations, le 11 février dernier, à peine quelques retraits de formulaires ont été signalés jusque samedi après-midi dans l'ancienne province de l'Equateur.

RDC: l'opposition républicaine soutient le dialogue pour des élections apaisées. L'opposition républicaine affirme soutenir le dialogue pour la tenue des élections apaisées. Le chef de la délégation de cette plate-forme, Jean-Baptiste Bomanza a estimé que les acteurs politiques devaient saisir l'occasion de sauver le processus électoral: «Comme les organismes internationaux venaient de signer un communiqué conjoint qui appuie le dialogue et le facilitateur, il ne reste plus qu'à nous Congolais de pouvoir mettre la main à la pâte pour que nous puissions aller de l'avant. Mettons l'eau dans notre vin et regardons le Congo». L'Union africaine (UA), les Nations unies (NU), l'Union européenne (UE) et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ont appelé, mardi 16 février, les acteurs politiques congolais à assurer la tenue réussie des élections, à préserver la paix et approfondir la démocratie.

Kinshasa: prolifération des motos sans plaque d'immatriculation. Plusieurs motos circulent à Kinshasa sans avoir une plaque d'immatriculation. La plupart de ces engins, transportant deux ou trois personnes, roulent à vive allure, exposant ainsi les usagers de la route à de multiples accidents. Faute de plaque d'immatriculation, il est difficile pour la police de poursuivre les conducteurs en cas de violation du code de la route.

Nonce apostolique: «La Monusco doit se retirer mais pas en laissant un vide». Selon l'ambassadeur du Vatican en RDC, Mgr Luis Mariano Montemayor : «La Monusco doit se retirer. Il n'y a pas de question sur ça. Mais pas en laissant un vide. En laissant une structure de l'Etat recomposée et capable d'assumer sa fonction de protéger ses citoyens», a souligné le Nonce apostolique. Mgr Luis Mariano Montemayor a exprimé la volonté du Saint siège de soutenir la Monusco à assurer l'intégrité physique de la population et la capacité de développement d'une vie normale. Il a également recommandé aux politiques congolais de s'intéresser davantage aux problèmes de base de la population.

RDC: le G7 appelle à des négociations pour des élections dans le délai constitutionnel. Le G7 appelle à des négociations directes entre acteurs politiques en vue d'organiser les élections crédibles dans le délai constitutionnel. Christophe Lutundula Apala, un des membres de cette plate-forme politique de l'opposition, estime que le dialogue annoncé par le président de la République est "une institution de légitimation" des objectifs et stratégies politiques de ceux qui sont au pouvoir. Il soupçonne la Majorité présidentielle de vouloir modifier la constitution en vue de prolonger le mandat du chef de l'Etat, au-delà de son terme constitutionnel.

Sud-Ubangi: plus 35 000 personnes sans-abris à la suite des feux de brousse. Plus de 35 000 personnes sont sans-abris à la suite des feux de brousse qui ont détruit, depuis quelques mois, deux cent trente-trois maisons et trois écoles, dans la ville de Zongo et ses environs (Sud-Ubangi).

Ituri: le prix des légumes a doublé à Bunia. Le prix des légumes a doublé, depuis quelques semaines, dans la ville de Bunia, chef-lieu de l'Ituri. Des vendeuses de légumes attribuent cette situation à la longueur de la saison sèche qui frappe la région et qui freine la végétation.

Bukavu: la société civile salue l'édit sur la protection des journalistes et défenseurs des droits de l'homme. Le bureau de coordination de la société civile du Sud-Kivu réagit après la promulgation, vendredi 19 février par le gouverneur de province, de l'édit portant protection des défenseurs des droits de l'homme et les journalistes pour la province du Sud-Kivu. Le président de la société, Descartes Mponge, estime que la promulgation de cet édit est le résultat du combat mené par toute la communauté locale pendant plusieurs années.

Bukanga Lonzo: les 140 agents licenciés décrivent leurs décomptes finals. Les cent quarante travailleurs du parc agro-industriel de Bukanga Lonzo révoqués ont reçu leurs décomptes finals vendredi 19 février, a rapporté l'un d'eux, qui a préféré garder l'anonymat. Une enveloppe qu'ils jugent insignifiante au regard du nombre de mois prestés. Ces anciens travailleurs appellent les responsables de ce parc agro-industriel à revoir leurs calculs, afin de les remettre dans leurs droits. Cet ex-travailleur témoigne avoir, malgré lui, touché son décompte final en présence des policiers.

Election des gouverneurs: 16 candidatures enregistrées à Lubumbashi. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a annoncé dimanche 21 février les résultats de l'opération d'inscription des candidatures aux postes gouverneurs de vingt-et-une nouvelles provinces de la RDC. Sur 135 dossiers déposés, le Haut-Katanga bat le record avec seize candidatures enregistrées. Selon la Ceni, la Mongala vient après la Haut-Katanga, avec dix candidatures réceptionnées, suivi de de la Tshuapa, neuf. Au bas de l'échelle, se trouve le Kasai-Central, qui compte seulement deux candidats gouverneurs, derrière le Kasai (trois).

Lundi 22 février.

Des militaires congolais renvoyés de la Minusca traînent encore à Gbadolite. Une unité du contingent de militaires des Forces armées de la RDC (FARDC) renvoyée de la Mission multidimensionnelle des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (Minusca), reste stationnée depuis mercredi 17 février, à l'aéroport de Gbadolite (Nord-Ubangi). Ces éléments qui opéraient dans la région de Bambari, attendent d'être évacués à Kinshasa, selon la société civile locale. L'ONU a décidé en janvier dernier de retirer de la Minusca, le contingent des Casques bleus congolais.

RDC : des fonctionnaires suspendus pour absence au travail le 16 février. Certains agents et fonctionnaires sont suspendus de leurs fonctions dans certaines villes de la RDC pour absence au service le 16 février, journée décrétée ville-morte par une frange de l'opposition, rapportent certaines sources. Ces sources évoquent principalement les cas de trois chefs de divisions de l'habitat, de la prévoyance sociale et de la Communication et presse à Kindu au Maniema et du chef des travaux Jean-Baptiste Kasekwa de l'Université de Goma qui est mis à la disposition du conseil d'administration des universités du Nord-Kivu.

Nord Kivu : Maman Sidikou appelle les congolais à prendre en charge leur développement. Le représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en RDC, Maman Sidikou, a invité, samedi 20 février, les congolais à prendre en charge leur développement. Maman Sidikou a indiqué qu'il faut accorder une attention particulière au vécu quotidien de la population : « Un jour, il faudra qu'on parte d'ici. Le reste c'est réfléchir tous ensemble et mettre en place les mécanismes, les structures à la base pour que les congolais prennent en charge leur développement », a déclaré le patron de la Monusco. Pour lui, ce développement n'est possible qu'avec le rétablissement de la sécurité.

RDC : l'opposition promet d'accompagner la Ceni « dans la ligne de la constitution ». La Dynamique de l'opposition promet d'accompagner la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) « tant qu'elle reste dans la ligne de la constitution ». Le modérateur de cette plateforme, Joseph Olengankoy a indiqué, dimanche 21 février à Kinshasa, que si la centrale électorale respecte ce principe, elle aura non seulement son soutien mais de tout le peuple congolais.

Kinshasa : assassinat de Me Jean Kisumbule, avocat au barreau de Gombe. Me Jean Kisumbule, avocat au barreau de Kinshasa/Gombe, a été assassiné, dans la nuit de samedi à dimanche 21 février devant sa parcelle dans la commune de Bandalungwa à Kinshasa par des personnes non identifiées. Le bâtonnier national, Me Matadi Wamba, qui a livré l'information à Radio Okapi affirme ignorer les raisons exactes de cet assassinat. Il indique que lui et la victime étaient en train de gérer un dossier de succession sans donner plus des précisions.

Beni : des bandits armés tuent un pasteur et son frère. Le pasteur Kakule Kitsungu de l'église de la Communauté des baptistes au centre de l'Afrique (CBCA) et son frère ont été tués lundi 22 février dans la matinée à Beni au Nord-Kivu. Selon des sources sécuritaires, un groupe de bandits armés a investi nuitamment par effraction le domicile de l'incriminé, dans le quartier Butsili, en commune de Bungulu.

Sud-Kivu : lancement de la campagne de vaccination contre la méningite. La campagne de vaccination contre la méningite a été lancée lundi 22 février à l'institut Ibanda de Bukavu (Sud-Kivu). Selon le gouverneur du Sud-Kivu, Marcelin Chishambo, qui a donné le coup d'envoi, cette opération cible plus de 4 millions de personnes dont l'âge varie entre un et vingt-neuf ans.

Kinshasa : des restaurants de fortune pour toutes les bourses. Des restaurants de fortune foisonnent depuis quelques temps dans tous les coins de la capitale. Radio Okapi a constaté, lundi 22 février, que des travailleurs de bureaux et des chômeurs s'y rencontrent, disent-ils, « pour commencer la journée ». À ces endroits, les prix sont abordables pour toutes les bourses. Un client rencontré dans un restaurant de fortune à Gombe nous dévoile les raisons qui le poussent à fréquenter cet endroit : « Bien manger le matin évite le grignotage et les sucreries qui nuisent à la santé».

RDC: Jean-Lucien Busa porte plainte contre Lambert Mende. Le député Jean-Lucien Busa a déposé une plainte lundi 22 février contre le porte-parole du Gouvernement, Lambert Mende, au Parquet général de la République. L'opposant politique reproche à ce dernier de lui avoir imputé «méchamment et publiquement des faits de nature à porter atteinte à son honneur, à sa considération et susceptibles de l'exposer au mépris public», en le qualifiant d'un des «bourreaux des chrétiens» du 16 février 1992 à Kinshasa. En date du 17 février, Lambert Mende avait allégué sur Radio Okapi que Jean-Lucien Busa avait joué un rôle dans la répression de la marche des chrétiens du 16 février 1992, alors qu'il était un des responsables du Service national d'intelligence et de protection (SNIP).

Mambasa: des commerçants se plaignent de l'insécurité sur la route Teturi –Biakato. Les commerçants de la chefferie des Babila Babombi en territoire de Mambasa se plaignent de l'insécurité grandissante depuis quelques semaines sur le tronçon routier Teturi-Biakato qui relie Mambasa à Beni-centre. Ils ont exprimé leurs inquiétudes vendredi 19 février à une équipe de la Monusco qui s'est rendue dans la zone pour évaluer la situation sécuritaire.

RDC: Washington insiste sur des élections dans «un vrai délai constitutionnel». L'envoyé spécial des Etats-Unis dans la région des Grands Lacs, Thomas Perriello invite la classe politique congolaise a trouvé un consensus pour organiser les élections dans «un vrai délai constitutionnel». Pour lui, la tenue des élections avant fin 2016 est un enjeu majeur pour éviter au peuple congolais de revivre des guerres liées à la conquête du pouvoir. Thomas Perriello a lancé cet appel à la sortie des échanges qu'il a eus lundi 22 février successivement avec les présidents des deux chambres du Parlement.

Massacre de Miriki : 18 personnes aux arrêts. Dix-huit auteurs présumés de plusieurs exactions commises dans le secteur de Miriki ont été arrêtés et transférés ce week-end à l'auditorat militaire de Goma. L'information a été livrée lundi 22 février par la société civile et les responsables coutumiers locaux. Parmi ces personnes, il y a trois commanditaires présumés du massacre de Miriki le mois de janvier dernier.

Mardi 23 février.

RDC: la visite de Ban Ki-moon dans l'Est suscite de l'espoir. Le Secrétaire général de l'Onu, Ban-Ki-moon, doit se rendre mardi 23 février à Goma (Nord-Kivu) après une visite prévue lundi soir au Burundi. Il se rendra ensuite dans la localité de Kitchanga, à plus de 80 kilomètres, dans le territoire de Masisi. La population espère beaucoup de lui en matière de paix et de sécurité.

Lubumbashi : le conseil ecclésiastique appelle les Congolais à la culture de la paix. Le président du Haut conseil ecclésiastique des évêques du Congo (HCECO), Bishop Lamba Lamba Matebwe, appelle les Congolais à s'unir et à cultiver la paix et la tolérance dans leurs déclarations, afin de promouvoir le développement de la RDC. « Notre pays a de l'avenir et est appelé à se développer, à s'épanouir et à décoller. Nous demandons aux enfants de Dieu qui sont dans ce pays, de promouvoir la paix », a-t-il déclaré.

RDC : la chose la plus facile est d'aller au dialogue, propose André Alain Atundu. « La chose la plus facile, c'est d'aller au dialogue initié par le Chef de l'Etat », a affirmé le porte-parole de la majorité présidentielle (MP), André Alain Atundu. Il réagissait, lundi 22 février, à l'appel du G7 qui proposait des négociations directes entre acteurs politiques en vue d'organiser les élections crédibles dans le délai constitutionnel. Selon André Alain Atundu, la qualité du président de la République lui permet d'initier le dialogue. « S'ils [opposants, Ndlr] ont des propositions qu'ils le fassent dans le cadre du dialogue », affirme le porte-parole de la MP qui interpelle le G7 et précise que la gestion de la République ne s'accommode pas d'une entente entre copains sur le dos de l'ensemble de la classe politique et du peuple. La gestion de la République est plutôt démocratique, ouverte et transparente, a-t-il fait savoir.

Lubumbashi : reprise du procès des 32 présumés auteurs de génocide. Le procès des trente-deux personnes (des pygmées et bantous) poursuivies par la justice congolaise pour crime de génocide et crime contre l'humanité a repris lundi 22 février à Lubumbashi (Haut-Katanga), ont indiqué ce mardi des sources locales. A l'ouverture du procès, le juge a entendu les dépositions des administrateurs de Manono et de Nyunzu, du chef de la localité Kateba, chefferie Bakongola de Manono centre ainsi que de l'ex-chef de secteur Kamalondo de Ankoro. Ce procès est la première affaire judiciaire sur le crime de génocide et crime contre l'humanité qui est jugée par une juridiction de la RDC et la première du genre après la réforme de la justice de 2013. Les 32 prévenus comparaissent pour meurtre, viol et incendies de maisons, et « crimes de génocide ». La cour d'appel de Lubumbashi leur reproche d'être auteurs de « crimes de génocide » dans le conflit intercommunautaire qui a appesé depuis 2013 Bantous et Pygmées.

En RDC, Ban Ki-moon souligne la nécessité de la collaboration FARDC-Monusco. Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon est arrivé mardi 23 février en République démocratique du Congo à partir de Goma au Nord-Kivu. Il s'est après rendu dans la localité de Kitshanga qui regorge de milliers de déplacés. Sur place, il a souligné la nécessité de la collaboration entre les Forces armées de la RDC et la Mission de l'Onu en RDC (Monusco).

L'édit sur la protection des journalistes « n'est pas un chèque blanc », prévient Marcellin Cishambo. Le gouverneur du Sud-Kivu, Marcellin Cishambo a averti que l'édit sur la protection des journalistes et défenseurs des droits de l'homme « n'est pas un chèque en blanc ». Au cours d'une activité culturelle d'information organisé lundi 22 février par le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) de la Monusco, il a précisé que la province est encore instable. L'édit sur la protection des journalistes et défenseurs des droits de l'homme a été promulgué le 10 février dernier par le gouverneur de cette province Marcellin Cishambo.

Grands Lacs : une chambre d'affaires créée. Le secrétaire exécutif de la Conférence internationale pour la région des Grands Lacs (CIRGL), Alphonse Ntumba Luaba, a annoncé mardi 23 février la création d'une chambre d'affaires de la CIRGL destinée à renforcer les échanges entre opérateurs économiques de la région. Une annonce faite à la veille de l'ouverture la conférence internationale sur l'investissement privé dans la région. La CIRGL va de l'océan Atlantique à l'océan Indien. « Ça fait une forte potentialité de plus de 300 millions d'habitants, si nous nous mettons ensemble », a estimé Ntumba Luaba. Pendant deux jours, plusieurs délégations des gouvernements, investisseurs du secteur privé et autres acteurs vont dialoguer sur les opportunités d'investissement dans la région.

La conférence internationale sur l'investissement privé dans les Grands Lacs se tient à Kinshasa. La conférence internationale sur l'investissement privé dans la région des Grands Lacs s'ouvre mercredi 24 février à Kinshasa, en présence du Secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon. Ce forum qui vise à promouvoir l'intégration régionale, la coopération économique et à contribuer effectivement à la paix et la stabilité durables dans la région. Il offre également aux participants l'occasion d'élargir le champ des opportunités d'échanges commerciaux et créer des emplois. Les échanges tourneront autour des sept secteurs, à savoir : l'énergie, les mines, l'agriculture, le tourisme, les infrastructures, les télécommunications, les finances.

Mercredi 24 février.

Maniema : le personnel soignant du centre de santé Lubile accusé d'incompétence et d'ivresse. La société civile accuse le personnel soignant du centre de santé de Lubile, situé à 146 km du territoire de Pangani (Maniema) de plusieurs griefs, dont l'incompétence et l'ivresse pendant les heures de service. Le médecin responsable de ce centre, Docteur Papy Idumbo reconnaît que certains faits reprochés à ses collaborateurs sont avérés.

Visite de Ban Ki-moon en RDC : Dr Mukwege note des avancées dans la lutte contre les viols. Le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon a rencontré mardi 23 février au Nord-Kivu, le responsable de l'Hôpital général de référence de Panzi, Dr Denis Mulwege. A l'issue de cette rencontre, celui que l'on surnomme le réparateur des femmes a noté des avancées importantes dans la lutte contre le viol, sans plus de détails. Il a cependant plaidé pour le renforcement de l'accompagnement judiciaire.

Kinshasa : lancement de l'opération « Pelisa mwinda » pour réclamer une meilleure fourniture d'électricité. Le Mouvement pour le renouveau (MR) du député Clément Kanku a lancé à Kinshasa l'opération « Pelisa mwinda », (allume la lampe) pour réclamer à la Société nationale d'électricité (SNEL), une meilleure fourniture pour ses abonnés. L'opération consistera pour la population à siffler et tambouriner chaque vendredi, à partir de 19 heures de Kinshasa, pendant cinq minutes, pour exprimer son mécontentement dû au déficit de l'énergie électrique dans les ménages. L'opération est prévue pour deux ou trois semaines dans sa première étape.

Grands lacs : Ban Ki-moon plaide pour un développement économique sur des bases stables. A l'ouverture de la Conférence internationale sur l'investissement du secteur privé dans la région des Grands Lacs mercredi à Kinshasa, le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon a plaidé pour une bonne gouvernance et pour un développement économique et social sur des bases stables. Pour Ban Ki-moon, cela permettra notamment à la population de la République démocratique du Congo de mettre en activité toutes les ressources naturelles immenses du pays.

La visite de Ban Ki-moon au Nord-Kivu, un signe d'espoir, selon Julien Paluku. Le Gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, se dit satisfait de la visite de Ban Ki-moon dans sa province. Dans une déclaration faite mardi 23 février à Radio Okapi, il a indiqué que l'arrivée du numéro un de l'Onu est un signe d'espoir pour la solution aux problèmes d'insécurité dans cette partie de la RDC. Pour Julien Paluku, cette visite a permis à Ban Ki-moon de quitter son bureau et palper la réalité des déplacés de Kitshanga en particulier et de la province en général. Il a même visité une école d'une cinquantaine d'enfants tous des déplacés qui ont quitté leurs milieux et qui lui ont demandé seulement de leur permettre de rentrer chez eux », a ajouté le gouverneur du Nord-Kivu. Julien Paluku se dit convaincu que ce message des déplacés à Ban Ki-moon « est très fort ».

Joseph Kabila : «La conférence des Grands Lacs devrait matérialiser la création d'emplois». « La conférence de Kinshasa devrait permettre la consolidation de la montée en puissance de la croissance, matérialiser la création des emplois », a affirmé mercredi 24 février le Président de la République, Joseph Kabila, à l'ouverture de la Conférence internationale de l'investissement du secteur privé dans la région des Grands Lacs. Selon lui, cette conférence de Kinshasa devrait aider à tourner définitivement la page sombre de la violence dans la région des Grands Lacs. «C'est une nouvelle ère qui s'ouvre pour l'intégration économique dans la région», a déclaré Joseph Kabila. «Le prochain tournant de notre action devra porter sans aucun doute sur la promotion de l'intégration de nos économies. Dans ce cadre, nous sommes réconfortés par le choix de 25 projets intégrateurs impliquant plusieurs projets de la région et qui couvre 7 secteurs prioritaires dont le développement est indispensable à l'émergence souhaitée », a en outre précisé le président congolais. Joseph Kabila propose par ailleurs de poursuivre des efforts en vue de l'élimination de tout obstacle à la libre circulation de personnes, des biens et des capitaux dans la région.

Grands Lacs : un bon réseau routier et ferroviaire favorisera les affaires, selon la Fec. Le président de la Fédération des entreprises du Congo (Fec), Albert Yuma, a plaidé pour le désenclavement géographique de la sous-région des Grands Lacs, dans son discours à l'ouverture de la première conférence internationale sur l'investissement privé dans les Grands Lacs qui se tient depuis mercredi à Kinshasa. Pour le président de la Fec, ce désenclavement passe par le développement d'un réseau routier et ferroviaire régionale. Un tel réseau permettra aux entreprises de la région d'opérer facilement et le flux d'échanges deviendra plus important, a expliqué Albert Yuma.

RDC : Ban Ki-moon appelé à s'impliquer pour l'application effective de l'accord cadre d'Addis-Abeba. Le président du Mouvement Lumumbiste Progressiste (MLP), Franck Diongo, a appelé ce mercredi 24 février le secrétaire général des Nations-Unies Ban Ki-moon à s'impliquer davantage pour l'application stricte et effective de l'Accord cadre d'Addis-Abeba. Franck Diongo a lancé cet appel au numéro 1 de l'Onu à l'occasion du troisième anniversaire de cet accord, signé le 24 février 2013 dans la capitale éthiopienne. L'opposant a adressé à ce sujet un mémorandum à Ban Ki-moon. Il estime que toutes les résolutions de cet accord ne sont pas encore appliquées. « Vous trouverez que dans cet accord, on a parlé du dialogue », a jugé Franck Diongo.

Ituri: des bandits armés dépouillent un opérateur économique à Mulabo. Près de 3500 dollars américains et de l'or d'un opérateur économique ont été emportés par un groupe d'hommes armés dans la nuit de mardi à mercredi 24 février, à Mulabo, localité située à près de 40 km de Bunia dans le territoire de Djugu (Ituri). Des sources locales affirment que la victime revenait du marché de Nyekese, quand il est tombé dans une embuscade tendue par quatre personnes, dont deux portaient des armes à feu.

RDC: 6 membres de la Lucha condamnés à 2 ans de prison à Goma. Six jeunes membres du mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha) ont été condamnés mercredi par le Tribunal de grande instance de Goma (Nord-Kivu) à deux ans de servitude pénale pour «désobéissance à l'autorité». Ces jeunes avaient été interpellés mardi 16 février à l'aube, jour décrété ville-morte par l'opposition congolaise et des organisations de la société civile, pour appeler le président Kabila à respecter la constitution dans ses dispositions portant sur les mandats présidentiels.

Ban Ki-moon : «Il faut qu'il y ait un dialogue consensuel » en RDC. Lors d'une conférence de presse mercredi 24 février soir à Kinshasa, le Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon a fait le point de ses rencontres avec les dirigeants et acteurs sociopolitiques de la RDC. Au cours de ces rencontres, il a appelé la classe politique congolaise à privilégier le dialogue consensuel pour aboutir à la tenue d'élections apaisées dans ce pays.

Boende: un homme condamné à mort pour meurtre d'un journaliste. Le Tribunal de grande instance de Boende, dans la Tshuapa, a condamné lundi 22 février M. Moussa Eoma Pendeli à la peine capitale et au paiement de 20 000 dollars américains de dommages et intérêts. Ce dernier a été reconnu coupable de meurtre du journaliste Soleil Balanga de la Radio communautaire Monkoto Soso Eleli, en avril 2015 dans la cité de Monkoto. Moussa Eoma Pendeli avait égorgé le journaliste Soleil Balanga à son retour de service, le 16 avril 2015. Il lui reprochait d'avoir simplement annoncé sur les antennes de sa radio la nomination d'un nouveau médecin directeur de l'hôpital général de Monkoto, en remplacement de Dr Charles Tete, que le condamné soutenait.

Jeudi 25 février.

Lualaba : le nombre de déplacés a triplé dans le village de Lumbwe, selon une ONG locale. Le nombre des déplacés enregistrés dans le village de Lumbwe (Lualaba) est passé de quatre cents personnes à plus de mille trois cents en l'espace de deux semaines. Ces déplacés avaient fui les attaques des Maï-Maï à Mitwaba dans le Haut-Katanga.

Kisangani : manifestation des veuves militaires pour réclamer leurs pensions de survie. Une cinquantaine de veuves des militaires de la 31ème région militaire sont descendues dans la rue à Kisangani mercredi 24 février pour réclamer leurs pensions de survie. Sur la route menant vers le quartier général de la 31ème région militaire à Kisangani, elles battaient du tambour « presque déshabillées » pour faire entendre leurs voix. La veille, elles avaient pris d'assaut les locaux de la FBN Bank à Kisangani et cassé les vitres des portes d'accès de la banque. Selon la représentante de ces veuves, ces actions sont menées pour protester contre le non-paiement, par les autorités militaires de ce camp, de deux mois de leurs pensions de survie pour les mois de janvier et février 2016, a-t-elle précisé.

Lutte contre le viol : Dr Denis Mukwege invite le gouvernement à prendre en charge les démobilisés. A l'issue de sa rencontre avec le secrétaire général des Nations, le responsable de l'Hôpital de Panzi, Dr Mukwege, a appelé le gouvernement de la RDC à prendre en charge les ex-combattants démobilisés des provinces du Nord-Kivu et ceux du Sud-Kivu. Dans une déclaration faite jeudi 25 février à Radio Okapi, il a indiqué que ces personnes issues des groupes armés seraient à la base des viols et violences sexuelles dans les cités.

Lubumbashi : libération des détenus bénéficiaires de la grâce présidentielle. Le procureur général près la cour d'appel de Lubumbashi, Caïphe Useni Sefu, a procédé mercredi 24 février à la libération des 109 détenus de la prison centrale de Kasapa de Lubumbashi (Haut-Katanga). Ces personnes ont bénéficié de la grâce présidentielle dont l'acte a été rendu public dans les arrêtés du ministre de la justice signés le 28 janvier 2016. Sur les 109 personnes libérées, 76 étaient condamnées et 33 étaient des prévenus poursuivis pour des infractions mineures.

Uvira : les responsables des prisons déplorent le non-respect des droits des détenus. Les responsables des établissements pénitentiaires d'Uvira déplorent de longues détentions préventives ne respectant pas les droits des détenus et le non-respect des règles internationales relatives aux droits des prisonniers. Ils l'ont fait savoir ce jeudi à la clôture d'un atelier de formation organisé par la Monusco et la division provinciale de la justice sur la gestion des incidents en milieu carcéral.

Elections: les alliés de Tshisekedi exigent de la Ceni le respect de la constitution. Dans le cadre de ses rencontres avec les acteurs socio-politiques de la RDC, la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a échangé jeudi 25 février avec le «Front du peuple», une plateforme de l'opposition politique constituée des alliés d'Etienne Tshisekedi. La rencontre entre le bureau de la Ceni et les alliés des Tshisekedi a porté sur l'évaluation du processus électoral. La Ceni lui a présenté les contraintes à l'organisation des élections dans les délais constitutionnels. De son côté, le «Front du peuple» a demandé à la centrale électorale de faire en sorte que la constitution soit respectée.

Grands Lacs: des barrières administratives en RDC freinent les investisseurs. La déléguée de la société américaine World Trade and investments à la conférence internationale sur l'investissement privé dans les Grands Lacs, Thérèse Telamaku, déplore plusieurs difficultés d'ordre administratif dans l'entrepreneuriat dans cette région, particulièrement en RDC. Elle l'a évoqué à la clôture de ce premier forum du genre, qui s'est tenu à Kinshasa du 24 au 25 février. Selon Thérèse Telamaku, les responsables des entreprises congolaises se font désireux alors qu'ils devraient être abordables. De son point de vue, ces attitudes des gérants des entreprises congolaises n'encouragent pas les investisseurs à venir en RDC. Pour y remédier, elle propose, à l'instar du Rwanda, la création d'un site Web pour les entrepreneurs désireux d'investir en RDC.

Base de Kitona: 2 morts dans les affrontements entre démobilisés et recrues des FARDC. Un affrontement entre les démobilisés et les recrues des FARDC jeudi 25 février matin à la base militaire de Kitona (Baki) dans la province du Kongo Central a fait deux morts, plusieurs blessés et des dégâts matériels importants. D'après le général Matutezulua, commandant de la base militaire de Kitona qui donne ce bilan, «la situation est sous contrôle». Selon des sources militaires, tout est parti de la découverte mercredi d'un corps d'une personne non autrement identifiée dans la forêt, près de l'aéroport de Kitona. Sur ordre du commandant de la base militaire, ce corps a été enterré par les recrues. Les démobilisés ont déterré le corps, prétextant qu'il s'agissait de l'un de leurs, et qu'il devait être enterré dignement, dans un cercueil.

Vendredi 26 février.

RDC : un réseau de présumés recruteurs des ADF démantelé à Beni. Les services de sécurité du territoire de Beni ont appréhendé deux hommes et une femme qu'ils suspectent d'appartenir à un réseau de recrutement des ADF, les rebelles ougandais auteurs de nombreuses tueries dans ce territoire du Nord-Kivu. L'un des hommes arrêtés dans la commune de Rwenzori reçoit régulièrement des recrues ADF en provenance de l'Ouganda et d'autres villes de la RDC et les acheminent dans la brousse où s'entraînent les ADF, indiquent des sources sécuritaires de la ville.

RDC : après le passage de Ban Ki-moon, Kyungu favorable au dialogue sous l'égide de l'ONU. «Nous sommes complètement d'accord avec l'appel du secrétaire général de l'Onu qui plaide pour des pourparlers politiques avec le pouvoir, mais à condition que cela se fasse sous l'égide de la Communauté internationale», a déclaré jeudi en conférence de presse à Kinshasa, Gabriel Kyungu wa Kumwanza, président de l'Unafec et membre du regroupement de l'opposition, G7. Il rendait compte de la discussion que l'opposition a eue la veille avec le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon en visite en RDC.

Le boisement protège l'environnement, selon les experts. Les Acacias, les Eucalyptus et le Moringa sont de plus en plus plantés sur des grands espaces forestiers, comme c'est le cas à Ibi village et Mampu, dans la périphérie Est de Kinshasa. Selon les experts en environnement, cette expérience a produit des résultats escomptés dans le cadre du «boisement». Ils soutiennent que, lorsque l'on fait un boisement, on protège l'environnement et en même temps, on lutte contre le changement climatique. Car, les arbres génèrent de l'oxygène.

Nord-Kivu: sit-in d'une vingtaine de familles chassées de leur village à Masisi. Une vingtaine de familles observent un sit-in depuis mercredi 24 février devant le gouvernorat du Nord-Kivu à Goma. Ils exigent l'implication de l'autorité provinciale dans le conflit foncier qui les oppose à un concessionnaire de Kirotshe. Selon le représentant de ces familles du village Shonga, au sud de Masisi, ce concessionnaire aurait réquisitionné illégalement policiers et militaires et ordonné leur délogement forcé de leurs villages il y a environ huit jours, sur base d'un titre de propriété qu'il aurait obtenu en complicité avec le service de cadastre de la province.

Bunia : un incendie ravage des maisons commerciales dans l'enceinte de l'ONC. Des dépôts de vente de bois et plusieurs autres maisons de commerce construites dans l'enceinte de l'Office national du café (ONC), non loin du marché central de Bunia (Ituri), ont été ravagés par le feu jeudi 25 février. Les causes de cet incendie ne sont pas encore connues.

Gemena : des affrontements entre policiers et civils font un mort. Un policier a été tué et un autre a disparu mercredi 24 février dans des affrontements entre deux éléments de la police et les habitants des groupements Bobandu et Bokenge dans le territoire de Gemena (Sud-Ubangi). Tout est parti d'une provocation, par les enfants des autochtones, des éléments de police affectés par les autorités de la province du Sud-Ubangi pour s'interposer entre les deux communautés qui se querellent pour le contrôle d'une portion de terre cultivable.

RDC : Aubin Minaku demande le retrait de certaines candidatures aux postes des gouverneurs. A un mois de l'élection des gouverneurs de nouvelles provinces, le secrétaire général de la Majorité présidentielle (MP), Aubin Minaku demande à la Ceni de retirer soixante-neuf candidatures des partis politiques et personnalités membres de sa plate-forme politique. Dans une lettre adressée le 23 février, il accuse ces candidats, y compris ceux ayant basculé dans l'opposition et faisant partie du G7, de n'avoir pas reçu le quitus de la famille politique avant de postuler. Aubin Minaku a également prévenu le président de la Ceni que toutes les candidatures des membres de la MP, déposées avant le 10 février 2016, date de la publication du calendrier de l'élection des gouverneurs, tombent caduques.

Le calme revient à Kitona. Le calme est revenu à la base militaire de Kitona, à 220 km de Matadi (Kongo-Central), après les incidents de jeudi 25 février, entre les démobilisés et les recrues des FARDC. Les démobilisés et les recrues des FARDC se sont affrontés jeudi 25 février matin, à la base militaire de Kitona, dans la province

du Kongo-Central. Selon le commandant de cette base militaire, le général Matutezulua, commandant de la base militaire de Kitona, deux morts, plusieurs blessés et des dégâts matériels importants, ont été enregistrés.

Une mutuelle de santé pour les enseignants inaugurée à Mbandaka. Les enseignants de Mbandaka bénéficieront désormais de la gratuité des soins dans six hôpitaux publics de la ville. Le ministre de l'Enseignement primaire et secondaire et de l'initiation à la nouvelle citoyenneté (l'EPS-INC), Maker Mwangu, l'a annoncé jeudi 25 février à l'occasion de l'inauguration le même jour du siège de la première mutuelle de santé des enseignants de cette ville de l'Equateur. Le même jour, le ministre de l'EPS-INC a remis symboliquement les premières cartes des membres aux enseignants présents à la cérémonie d'inauguration du siège de la mutuelle de santé des enseignants de Mbandaka. Cette assurance maladie sera obligatoire pour tous les enseignants de la ville. Leurs conjoints et trois de leurs enfants en bénéficieront également pour toutes pathologies, a précisé Guy Mafuta, président de cette mutuelle de santé.

Grands-Lacs : Saïd-Djinnit encourage la libre circulation des personnes dans la région. L'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies et co-organisateur de la conférence internationale sur l'investissement du secteur privé, Saïd-Djinnit a promis le soutien de l'Onu à la région des Grands Lacs et aux autres organisations sous régionales en ce qui concerne les efforts pour la libre circulation des personnes. «Nous, en tant que Nations unies, nous soutenons fortement les efforts de la CIRGL et des autres organisations de la sous-région. J'ai appris aujourd'hui que trois pays de la région ont fait des efforts en termes de libre circulation des personnes. Nous voulons que cet effort soit élargi dans tout l'espace CIRGL. Nous allons soutenir tout effort de la CIRGL et des autres organisations régionales pour introduire des normes et faciliter l'intégration » a déclaré Saïd-Djinnit lors de cette conférence de presse. L'émissaire de Ban Ki-moon pour les Grands Lacs plaide également pour que les organisations sous régionales africaines dont la CIRGL, la Comesa ou la Sadec se rencontrent régulièrement pour rationaliser et intégrer les programmes de chaque organisation et ainsi éviter de «doubles efforts».

Samedi 27 février.

RDC: Berlin encourage la tenue des élections dans le délai constitutionnel. L'Allemagne encourage la tenue des élections dans le délai constitutionnel en RDC. Le chef de sa division Afrique subsaharienne, Christian Clages, l'a affirmé, vendredi 26 février, au cours d'une conférence de presse à Kinshasa. Le diplomate allemand a insisté sur le respect du délai constitutionnel pour éviter au pays de retourner à la case des conflits armés, déplorés au début des années 2000.

RDC: le Gouvernement lance le programme « Emploi-Diplômé». Le vice-premier ministre en charge de l'Emploi, Travail et Prévoyance sociale, Willy Mashiaki, a lancé officiellement vendredi 26 février à Kinshasa le programme «Emploi-Diplômé». Ce programme est destiné aux jeunes diplômés des universités et instituts supérieurs sans expérience professionnelle. Ces derniers seront «mis en immersion » dans le monde du travail, avec la possibilité de signer un contrat de travail après avoir conclu un stage professionnel. Le programme Emploi-Diplômé vient en réponse aux employeurs, qui exigent quelques années d'expérience professionnelle aux jeunes diplômés demandeurs d'emploi avant l'embauche. Désormais, avec le concours de l'Office national de l'emploi (Onem) qui exécute ce programme, il y aura des stagiaires qui seront suivis par le Gouvernement.

RDC-Burundi: des experts réfléchissent sur l'avenir des poissons dans le lac Tanganyika. Les experts congolais et burundais réfléchissent depuis vendredi 26 février à Bujumbura sur la mise en application de la législation harmonisée sur la pêche au lac Tanganyika. Les espaces aquatiques sont menacées notamment par la pollution dans la partie nord de ce lac, entre le Burundi et la RDC. Les experts de ces deux pays reconnaissent qu'il y a encore des efforts à fournir pour lutter contre ces menaces, même s'il y a une nette augmentation de la production des poissons du côté burundais.

RDC: un mort lors des accrochages entre policiers et habitants à Drakpa. Le calme est revenu depuis vendredi 26 février dans la localité de Drakpa, à 25 km de Djugu centre en collectivité de Walendu Pitsi, après des échauffourées qui ont opposé la nuit précédente les policiers à un groupe de jeunes de cette entité. Le bilan fait état d'un civil tué par la police et des plusieurs cases incendiées par cette bande de jeunes, accusée par les autorités locales de troubler l'ordre public. Ces jeunes pourchassaient des civils qui acheminaient au chef-lieu de la collectivité certains habitants cités par l'autorité coutumière comme instigateurs de l'insécurité. La société civile, qui l'affirme, précise qu'à l'arrivée de la police, la situation a dégénéré. Ces jeunes, munis d'armes blanches, ont résisté à leur arrestation. Un policier a tiré à bout portant sur un jeune qui, selon la même source, voulait lancer une flèche sur cet agent de l'ordre. Le jeune homme a succombé sur-le-champ.

Lubumbashi: des agents de la Gécamines contre le projet de révision de la convention collective. Une centaine d'agents et cadres de la Gécamines ont protesté vendredi 26 février à Lubumbashi contre une éventuelle modification de la convention collective, craignant ainsi de perdre leurs avantages sociaux. Pour l'occasion, ils ont rencontré le commissaire spécial du Haut-Katanga. Les dirigeants de cette entreprise insistent sur la nécessité

de modifier cette convention collective. L'intersyndical crie à la manipulation de ces agents. Les manifestants sont partis de la direction générale de la Gécamines avec comme point de chute le commissariat de la province du Haut-Katanga. Ils scandaient des chansons hostiles au Président du conseil d'administration (PCA), au directeur général et au président de l'intersyndical de la Gécamines.

RDC: le député Christian Badibangi est décédé. Le député national Christian Badibangi Anu Webe est décédé, vendredi 27 février, à l'âge de 63 ans des suites d'une longue maladie au Centre hospitalier Monkole, à Kinshasa. Il était élu dans le territoire de Dibelenge (ex-Kasaï Occidental) sur la liste de son parti politique dénommé l'Union socialiste congolaise (USC).

RDC: le G7 et la Dynamique de l'opposition sollicitent l'accompagnement de la population. Le G7 et la Dynamique de l'opposition demandent à la population de les accompagner dans leur lutte commune pour la tenue des élections dans le délai constitutionnel. Ces deux plates-formes de l'opposition ont lancé cet appel, samedi 27 février, au cours d'une conférence de presse tenue, à Kinshasa. A l'occasion, elles ont réaffirmé leur unité jusqu'à la victoire effective de leur lutte commune.

Elections des gouverneurs: controverse sur la demande de retrait de certaines candidatures. La Majorité présidentielle (MP) a réitéré, samedi 27 février, sa demande de retrait de certaines candidatures des partis politiques et personnalités membres de sa plate-forme, aux postes de gouverneurs des provinces. Cette structure a accusé ces candidats d'indiscipline pour n'avoir pas reçu le quitus du regroupement politique avant de postuler. Ce que récusent les candidats concernés par cette mesure, estimant que la Ceni n'a aucune raison de les invalider. La MP appelle également à l'invalidation des candidats fonctionnaires et agents de l'Etat qui n'ont pas justifié leurs demandes de mise en disponibilité à la date limite du dépôt des candidatures.

Kwango: Omer Kutumisa dénonce l'arrestation des membres de son parti. Le président du Parti national du renouveau pour le développement (PNRD), Omer Kutumisa Kiota dénonce l'arrestation du numéro un de son parti politique ainsi que ses adjoints, dans la localité de Kizenga, en territoire de Kasongo-Lunda (Kwango). Réagissant samedi 27 février à Radio Okapi, il a qualifié cette arrestation d'arbitraire et a exigé leur libération. Omer Kutumisa regrette que ses partisans aient été arrêtés depuis onze jours, entre autres, pour avoir encouragé les habitants à observer la journée ville morte.

Dimanche 28 février.

Le Centre médical de Kinshasa doté d'un laboratoire de traitement d'apnée du sommeil. Le Centre médical de Kinshasa (CMK) est doté d'un laboratoire de diagnostic et traitement d'apnée du sommeil. Son médecin-directeur, Dr Rodolph Amed l'a affirmé, samedi 27 février, au cours d'une conférence-séminaire, à Kinshasa. Il a expliqué que cette pathologie se manifeste par des arrêts involontaires de la respiration se produisant durant le sommeil. A l'occasion, Dr Rodolphe Amed a invité les médecins-spécialistes dans différents domaines d'orienter vers ce laboratoire les patients présentant de signes d'obésité, d'accident vasculaire cérébral et d'hypertension. Pour sa part, le pneumologue et spécialistes en maladie du sommeil, Dr Claude Luyeye donne des signes pouvant aider à soupçonner l'apnée du sommeil. «Le fait d'avoir des problèmes la nuit, de ronfler tout le temps et d'avoir des symptômes tels que une somnolence pendant la journée, la fatigue et les maux de tête le matin», a-t-il souligné. L'apnée du sommeil survient généralement chez les personnes en surpoids, âgées ou qui ronflent de façon fréquente.

Malemba Nkulu : des députés demandent d'assister les victimes des champs ravagés par des éléphants. Le collectif de députés de Malemba Nkulu (Haut-Lomami) appellent les autorités du pays à assister les habitants de plusieurs villages du groupement Kabwe dont leurs champs ont été ravagés, il y a quelques jours, par des éléphants. Dans une déclaration faite samedi 27 février à Radio Okapi, l'honorable Edmond Kibawa, a indiqué que plusieurs centaines d'hectares de champs principalement de manioc, maïs, arachides et haricots ont été endommagés par ces pachydermes. Pour l'heure, ces habitants ont fui leurs villages et vivent sans aucune assistance dans ce secteur.

Kisangani : une ONG sensibilise les élèves sur les droits civiques et politiques. La Fondation congolaise pour la promotion des droits humains et la paix (FOCDP) a lancé, samedi 27 février, une campagne de vulgarisation des droits civiques et politiques dans les écoles secondaires de Kisangani (Tshopo). Cette campagne a pour objectif d'amener les élèves au changement de mentalité, a souligné, Me André Kito, président exécutif national de la FOCDP. Pour Me André Kito, les jeunes doivent changer de mentalité pour «avoir la culture de respect des droits de l'homme, des respects de la dignité humaine dans leur société et une culture, de travail pour le développement de leur cité».

Nord-Kivu: des morts dans des affrontements entre les populations à Nyanzale. Des personnes sont mortes dans la nuit de samedi à dimanche 28 février, lors des affrontements entre les déplacés et les villageois à

Nyanzale dans le territoire de Rusthuru au Nord-Kivu. Des sources locales indiquent que tout a commencé lorsqu'un corps d'un jeune du camp des déplacés tué dans son champ a été ramené par d'autres en début de soirée. Ces jeunes déplacés ont accusé les villageois de Nyanzale d'être à la base de sa mort et ont opté pour la vengeance. Ils ont à leur tour tué quatre villageois de Nyanzale, un village situé dans la zone de Bwalanda, en chefferie de Bwito. Des sources proches de l'administration du territoire parlent aussi d'une quarantaine de maisons incendiées pendant que certains habitants ont trouvé refuge à la base de la Monusco. **Tuerie de Nyanzale: une ONG appelle à l'ouverture des enquêtes justes.** L'ONG Club Nyirangongo appelle à l'ouverture des enquêtes indépendantes pour déterminer les responsabilités, après le décès des personnes à la suite des accrochages entre les déplacés et les villageois à Nyanzale, en territoire de Rusthuru (Nord-Kivu). Le secrétaire général de cette structure, Me Innocent Segihobe a lancé cet appel, dimanche 28 février.

Bunia: le déploiement massif de policiers à la Ceni inquiète la population. La présence massive, dimanche 28 février, de policiers au bureau de la Ceni, à Bunia (Ituri) inquiète la population à quelques heures de la publication de la liste définitive des candidats aux postes de gouverneurs et vice-gouverneurs. Estimés à une vingtaine, ces agents de l'ordre quadrillent le bureau de cette structure d'appui à la démocratie, en plein centre-ville de Bunia depuis tôt ce matin. Aucune autorité contactée n'a voulu expliquer la présence d'un tel dispositif sécuritaire un dimanche devant le bureau de la Ceni.

Goma: des policiers congolais formés sur la sécurisation aux frontières. La police de l'Onu (UNPOL) forme, depuis samedi 27 février à Goma (Nord-Kivu), une dizaine de policiers congolais sur la sécurisation au niveau des frontières du pays. Cette formation entend renforcer la sécurité des personnes et leur mouvement au niveau de la frontière entre le Rwanda et la RDC.

Nord-Ubangi: des hippopotames sèment la panique à Mobayi-Mbongo. Des hippopotames, devenus nombreux sur la rivière Ubangi, menacent les populations des villages et campements situés le long de ce cours d'eau, en territoire de Mobayi-Mbongo (Nord-Ubangi). Le président de la société civile du Nord-Ubangi, Taylor Taima, demande aux autorités de prendre des mesures pour refouler ces hippopotames et sécuriser la population de cette partie du Nord-Ubangi.

La RDC compte 160 gynécologues, selon l'ONG Scogo. La RDC compte cent soixante médecins-gynécologues. Le vice-président de la Société congolaise de gynécologie et d'obstétrique (Scogo), docteur Ernest Mundjo Munzenze, a livré ce chiffre, vendredi 27 février, au cours d'une journée scientifique, à Bukavu (Sud-Kivu). Sur les cent soixante gynécologues, indique-t-il, cent sont recensés à Kinshasa et les soixante autres dans le reste du pays.

RDC: l'élevage du petit bétail près du parc des Virunga oppose l'ICCN à la population. Les violons ne s'accordent pas, depuis mercredi 24 février, entre l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) et les habitants de Vitshumbi, en territoire de Rutshuru. A la base, l'élevage des animaux domestiques près du parc des Virunga. Des gardes parcs tentent, en vain, de récupérer ces bêtes domestiques, qui selon l'ICCN, attirent des animaux sauvages tel que des lions vers les habitations. Cette opération de l'ICCN vise à décourager l'élevage du petit bétail autour du parc des Virunga. Elle a commencé vendredi, mais les habitants se sont vite mobilisés pour s'opposer à cette opération. Pour calmer cette population en colère, les gardes parcs de l'ICCN ont été obligés de rentrer dans leur campement. Visiblement, il est facile aux animaux comme les lions de quitter leur logis naturel à la recherche de ces animaux domestiques et peuvent causer mort d'hommes, redoute l'ICCN.

Lundi 29 février.

Le prix du sac de ciment gris en baisse de 15% à Kinshasa. Le prix du sac de ciment gris est passé, en deux mois, de 12 500 francs congolais à 10 500 francs congolais soit une baisse de 15%, à Kinshasa. De nombreux revendeurs de ce produit attribuent cette baisse de prix à une offre importante du ciment importé et fabriqué au pays sur le marché kinois.

Election des gouverneurs: 21 candidatures déclarées irrecevables. La Commission électorale indépendante(Ceni) a publié lundi 29 février la liste des candidats à l'élection des gouverneurs et vice-gouverneurs des vingt et une nouvelles provinces. Le rapporteur de cette institution, Jean-Pierre Kalamba, a fait savoir que les 97 dossiers de candidature reçus, 21 ont été déclarés irrecevables. Il a fait savoir que plusieurs raisons ont conduit la Ceni à déclarer ces dossiers de candidature irrecevables. Jean-Pierre Kalamba a notamment expliqué que certains candidats ont déposé des dossiers en concurrence avec ceux émanant de la Majorité présidentielle dont ils sont pourtant membres.

Les passerelles pour traverser le boulevard Lumumba opérationnelles depuis un mois. Les trois passerelles placées au niveau de la 1ère, 7e et 13e rue dans la commune de Limete à Kinshasa pour traverser le boulevard Lumumba sont opérationnelles depuis un mois maintenant. Certains habitants de la ville affirment les utiliser

pour traverser ce boulevard (qui compte huit bandes en aller et retour) en toute sécurité. D'autres en profitent même pour se faire photographier sur ces passerelles.

Un nouvel hôpital construit à Lubefu. Le territoire de Lubefu, dans la province du Sankuru est doté depuis le 27 février d'un nouvel hôpital : « Lubefu Santé pour tous ». Ce centre hospitalier a été construit par la Coopérative pour le développement de Lubefu (Codel) appuyée par Maillon humanitaire, une ONG basée en Belgique.

Grands Lacs: 17 associations vont militer contre le commerce illicite des minerais. Dix-sept associations de la région des Grands Lacs ont décidé samedi 27 février de militer contre le commerce illicite des produits miniers dans cette partie de l'Afrique. Pour atteindre cet objectif, elles ont compté échanger directement avec les décideurs politiques de la région et former la population et les acteurs locaux de la société civile. Cette proposition est l'une des résolutions de l'assemblée générale ordinaire de la Coalition de la société civile de la région des Grands Lacs (Cosoc) regroupant des délégués du Rwanda, du Burundi, de l'Ouganda et de la RDC à Bukavu, du 25 au 27 février.

Trois personnes abattues à Irumu. Les sources policières indiquent que des hommes armés se sont introduits samedi 27 février à Bunia au domicile d'un commerçant qu'ils ont abattu. Les assaillants auraient également violé l'épouse du commerçant qui est enceinte. Le lendemain de la soirée à Komanda, localité située à 75 km au sud de Bunia, quatre hommes armés ont tiré à bout portant sur un commerçant dans sa maison qui est mort sur place. Avant de se retirer les bandits ont blessé par balle l'épouse du commerçant qui est grièvement blessé. Au cours de la même soirée au village de Nyakunde, à 45 km toujours au sud de Bunia, des criminels ont abattu un autre opérateur économique bien connu sur place. Ils lui auraient également arraché une importante somme d'argent. Furieux après avoir été informés de ces meurtres, des habitants en colère ont incendié le bureau de la police à Nyakunde et lynché un militaire.

Des experts du processus Kimberley achèvent une mission au Kasai-Oriental. Sans révéler les conclusions de cette mission, le chef de la délégation a indiqué que l'équipe a constaté que le travail était bien organisé dans le secteur minier dans cette province. Pendant soixante-douze heures, ces experts venus de l'Angola, de la Namibie, du Zimbabwe et de l'Union européenne, se sont rendus dans les sites d'exploitation artisanale du diamant. Le processus de Kimberley est un régime international de certification des diamants bruts mis en place en 2000. Il regroupe les gouvernements et les industriels du diamant dans le but d'éviter de négocier sur le marché mondial, l'achat des diamants de la guerre.

Beni: 13 morts dans une attaque attribuée aux ADF. Treize personnes ont été tuées à la machette lundi 29 février dans la matinée lors d'une attaque armée, que des sources militaires attribuent aux rebelles ougandais des ADF au village Mambabio-Ntombi dans le territoire de Beni au Nord-Kivu. Les mêmes sources font également état de quatre personnes portées disparues. Les présumés rebelles ADF auraient également volé des médicaments au centre de santé de Mambabio, avant de blesser par balle un garde-malade.

Un marathon féminin organisé en marge de la journée de la femme. En marge de la célébration de la Journée internationale de la femme le 8 mars, la Division de l'information publique de la Monusco appuie la 5e édition du marathon féminin organisé par l'ONG «free box initiative» ce dimanche 6 mars à Kinshasa. Les participants au marathon vont parcourir environ 15 kilomètres entre le boulevard triomphal et le stade Vélodrome en passant par l'avenue de la Libération (ex-24 novembre), le rond-point Mandela, le boulevard du 30 juin, l'avenue Mondjiba et l'avenue Komoriko. Le coup d'envoi sera donné à 8 heures.

Rutshuru: calme précaire à Nyanzale après des affrontements communautaires. Des sources locales indiquent qu'un calme précaire règne depuis ce lundi 29 février à Nyanzale dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu) au lendemain des affrontements entre les déplacés et les villageois dans cette localité. Dans la nuit de samedi à dimanche 28 février, des affrontements ont opposé des déplacés et les habitants de Nyanzale.

Election des gouverneurs: le député Lokondo dénonce l'«abomination juridique de la Ceni». Après la publication par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) de la liste provisoire des candidats gouverneurs de 21 nouvelles provinces de la RDC, Henri-Thomas Lokondo, député de la majorité, demande «à toutes les cours d'appel de la République de corriger cette abomination juridique de la Ceni». En excluant beaucoup de candidats indépendants à cette élection, estime l'élu de Mbandaka, la Ceni donne l'impression de répondre à des injonctions d'une certaine famille politique. Dans une intervention sur Radio Okapi, le député Lokongo a déploré le comportement de la centrale électorale. Henri-Thomas Lokondo soutient que la sanction pour ceux des candidats indépendants ayant renié leurs partis ou regroupements politiques n'est pas juridique, mais plutôt politique.

RDC: la Corée du Sud et l'Unicef s'accordent pour financer la vaccination. L'Agence coréenne de la coopération internationale (KOICA) et l'Unicef a signé lundi 29 février à Kinshasa un accord de financement de la vaccination de routine. Environ 613 000 enfants et 703 200 femmes enceintes des provinces de Kinshasa, du Haut-Katanga et de l'Ituri sont ciblés par ce projet. KOICA a débloqué 4 millions de dollars américains et l'Unicef, 2 millions. La durée du projet est de trois ans.

Affaire Lucha: Lambert Mende dénonce la pression de la communauté internationale. La RDC n'accepte pas la pression exercée ces jours-ci sur sa justice par certains pays occidentaux notamment les Etats-Unis, la France et la Belgique depuis que la justice a condamné à deux ans de prison six membres du mouvement pro-démocratie Lutte pour le changement (Lucha). Le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert Mende, l'a affirmé au cours de sa conférence de presse du lundi 29 février à Kinshasa. Selon lui, les condamnés sont membres d'un mouvement non enregistré et prônant ouvertement l'anarchie et le chaos en RDC, dont ils ne disent pas reconnaître les institutions.